



QUESTIONNAIRE – ACQUISITION D’UN BIEN

Pourquoi ce questionnaire ?

Ce questionnaire nous permettra d'anticiper les difficultés pour un bon déroulement de votre dossier, et de vous conseiller utilement en attirant votre attention sur une particularité de votre transaction et ainsi mieux vous protéger.

Nous vous rappelons que la loi et la jurisprudence imposent aux parties une obligation d'information et de transparence, ainsi que des garanties à l'égard de son vendeur.

IDENTITÉ ET SITUATION PERSONNELLE DE L’ACQUEREUR

- si personne morale, voir au dos -

ACQUEREUR PERSONNE PHYSIQUE

Nom :
Nom d'usage :
Prénom(s) :
Profession :
Date et lieu de naissance :
Nationalité(s) :
Adresse :
Téléphone :
Courriel :

ACQUEREUR PERSONNE PHYSIQUE

Nom :
Nom d'usage :
Prénom(s) :
Profession :
Date et lieu de naissance :
Nationalité(s) :
Adresse :
Téléphone :
Courriel :

Cochez la ou les case(s) correspondant à votre situation :

- Je suis célibataire.
- Je suis marié(e).
- date, et lieu de mariage :
- Merci de joindre une copie de votre contrat de mariage le cas échéant.
- J'ai souscrit un pacte civil de solidarité (PACS).
- Merci de nous transmettre la déclaration au greffe ou le récépissé d'enregistrement délivré par le notaire, ainsi que le contrat de PACS le cas échéant.
- Je suis divorcé de
- date, et lieu du divorce :
- Je suis veuf(ve) de M. / Mme
- Je suis résident fiscal à l'étranger
- Si oui : depuis quand :
- Pays :
- Je suis commerçant, artisan ou dirigeant de société.
- Je suis en état de redressement judiciaire, liquidation de biens ou cessation de paiement.

Cochez la ou les case(s) correspondant à votre situation :

- Je suis célibataire.
- Je suis marié(e).
- date, et lieu de mariage :
- Merci de joindre une copie de votre contrat de mariage le cas échéant.
- J'ai souscrit un pacte civil de solidarité (PACS).
- Merci de nous transmettre la déclaration au greffe ou le récépissé d'enregistrement délivré par le notaire, ainsi que le contrat de PACS le cas échéant.
- Je suis divorcé de
- date, et lieu du divorce :
- Je suis veuf(ve) de M. / Mme
- Je suis résident fiscal à l'étranger
- Si oui : depuis quand :
- Pays :
- Je suis commerçant, artisan ou dirigeant de société.
- Je suis en état de redressement judiciaire, liquidation de biens ou cessation de paiement.

Je réfléchis à l'opportunité de réaliser l'acquisition par l'intermédiaire d'une société.

ACQUEREUR PERSONNE MORALE

Dénomination :
Forme sociale :
Capital :
Adresse du siège social :
Numéro d'immatriculation au R.C.S :
Nom et coordonnées du représentant légal :
Régime fiscal de la personne morale : Impôt sur le revenu / Impôt sur les sociétés
Merci de nous fournir les statuts à jour certifiés conformes par le représentant légal et la décision de nomination du représentant légal (si non nommé dans les statuts)

DATE ET MODALITÉS DE L'ACQUISITION

A quelle date souhaiteriez-vous signer l'acquisition définitive ?

- Au plus tôt le
 Au plus tard le

Avez-vous convenu avec vos vendeurs :

- d'une libération des lieux postérieure à la signature, avec jouissance différée des lieux ?
 d'une signature à une époque précise ?

_ Précisez

- d'autres conditions ou conventions particulières ?

_ Précisez

Quel est le prix d'acquisition convenu ?€

En ce compris le mobilier éventuel€

Une agence immobilière est-elle intervenue ?

- NON
 OUI

Nom de l'agence : Montant des honoraires :€

Charge VENDEUR

Charge ACQUEREUR

Envisagez-vous de réaliser l'acquisition via une société ?

- NON
 OUI

MOTIVATION DE L'ACQUISITION

Afin de vous accompagner et de vous conseiller au mieux dans votre projet, pourriez-vous nous indiquer :

❖ Si vous destinez le bien acquis à un usage unique :

Privé Mixte

Professionnel Locatif

Autre :

❖ Pour quelles raisons vous réalisez cette acquisition :

Evènement familial

Mobilité professionnelle

Autres motifs :

En fonction des motivations et objectifs exprimés, l'office notarial pourra vous conseiller des solutions adaptées, analyses et simulations ; Sans que cette liste soit limitative, il en sera ainsi en matière d'acquisition avec convention d'indivision, de démembrement de propriété, ou d'acquisition au moyen d'une société à constituer ...

DESCRIPTION DU BIEN ACQUIS

Adresse du bien :

.....
.....

Outre le bien, l'acquisition inclut-elle des dépendances ?

une cave

un emplacement de stationnement

autre :

Le bien est-il vendu avec des meubles ?

NON

OUI

FINANCEMENT DE L'ACQUISITION

Financez-vous l'acquisition :

Au moyen d'un emprunt bancaire (pour partie ou en totalité)

Dans ce cas, merci de préciser (pour la condition suspensive d'obtention de financement le cas échéant) les conditions de l'emprunt :

Le montant minimum dont vous avez besoin :

Le montant maximum que vous emprunterez :

Le taux d'intérêt maximum que vous accepteriez (indépendamment du taux le plus bas qui vous a cas échéant déjà été proposé) :

La durée maximum de l'emprunt :

Au moyen d'un prêt relais (dans l'attente de la vente d'un bien vous appartenant)

Le montant maximum de ce prêt relais :

Le taux d'intérêt :

La durée maximum du prêt relais :

Au moyen de fonds provenant d'une donation, d'une succession ou dont vous disposiez avant votre mariage (ou provenant de la vente d'un bien dont vous étiez propriétaire avant votre mariage le cas échéant).

Montant :

Quel est le montant de votre apport personnel ?

Dans des proportions à déterminer entre vous-même et votre conjoint / partenaire pacsé / coacquéreur.

ENVIRONNEMENT-VOISINAGE

Lors de mes visites du bien, j'ai procédé aux vérifications et diligences nécessaires pour me rendre compte de l'environnement proche, du voisinage et des éléments susceptibles de constituer un trouble de voisinage (nuisances sonores, olfactives, visuelles ou autres)

NON
OUI
Pas suffisamment

INFORMATIONS ET PARTICULARITÉS DIVERSES

Merci de nous faire part ici de toutes autres informations que vous jugez utile de porter à la connaissance de l'office notarial, pour la bonne gestion et le bon déroulement de votre dossier.

Article 1112-1 du Code civil : « Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant.

Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.

Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties.

Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie.

Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.

Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants. »

Autres informations utiles à nous communiquer

Fait à

Le

Signature